

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES—
LES SUPERFICIES À LAISSER EN
JACHÈRE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt peut-il, à la suite des enquêtes menées dans les provinces de l'Ouest, nous faire connaître les dernières estimations faites il y a quelques jours par son ministère, quant aux millions d'acres qui seront retirées de la production et laissées en jachères d'été?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, aucune estimation sérieuse n'a encore été faite du nombre d'acres devant être retirées de la production. Certes, bien des gens font des prédictions, mais il n'y a pas eu de relevé statistique.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je n'ai que faire des prédictions, monsieur l'Orateur. Le ministre a dit que les hauts fonctionnaires n'ont pas fait d'évaluation d'après les semencements faits jusqu'ici et la réaction générale des cultivateurs. Est-ce là sa réponse à la Chambre?

M. l'Orateur: Le député de...

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. La déclaration du ministre ressemble étrangement à celle qu'il a faite il y a quelques jours à la Chambre. Dit-il que son ministère n'a pas fait d'évaluation?

L'hon. M. McIlraith: Ce n'est pas ce que vous avez demandé.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce l'est.

L'hon. M. Lang: Pour ce qui est de la question de privilège, je n'ai rien à ajouter à ma réponse.

LES FINANCES

DEMANDE DE MODIFICATIONS TARIFAIRES
FACE À LA CONCURRENCE OUTRANCIÈRE
DE CERTAINS IMPORTATEURS

L'hon. George Hees (Prince Edward- Hastings): J'aimerais adresser une question au ministre des Finances. Le 28 avril, il y a quatre semaines, j'ai demandé au ministre si le gouvernement repenserait les politiques tarifaires qui s'appliquent à l'importation de chaussures et d'appareils électriques provenant d'endroits à bas salaires comme le Japon, Taïwan, Hong-Kong et d'autres, où les salaires sont si bas que le Canada ne peut soutenir

la concurrence, ce qui cause des licenciements massifs dans ces industries. Le ministre a eu l'obligeance de dire que le gouvernement prévoyait faire une déclaration à ce propos «d'ici peu». J'ai vérifié les mots «d'ici peu» dans sa réponse. «D'ici peu» est-il maintenant arrivé?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, on a fait une déclaration sur un domaine, celui des textiles. Les autres secteurs sont encore à l'étude.

L'hon. M. Hees: Une question complémentaire. Je prie le ministre de nous dire quand arrivera ce «d'ici peu»? Quand peut-on compter recevoir une réponse concernant ces deux industries?

L'hon. M. Benson: D'ici peu, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Hees: Sapristi, quand est-ce, «d'ici peu»? Est-ce comme la période de quatre ans que le ministre s'est fixée pour lutter contre l'inflation?

M. l'Orateur: A l'ordre. La période des questions va se terminer très bientôt.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Une question complémentaire pour le ministre des Finances. Peut-il dire si le premier ministre a l'intention de s'entretenir avec le premier ministre de Singapour des importations en provenance des pays où les salaires sont peu élevés, afin que les importateurs canadiens sérieux ne soient pas victimes d'une décision soudaine du gouvernement d'imposer des surtaxes par décret du conseil?

L'hon. M. Benson: Je ne pense pas que ce sujet figure au programme du premier ministre. Bien entendu, j'ignore exactement les sujets dont il s'entretiendra avec divers interlocuteurs, mais je ne crois pas que celui-ci soit au programme.

AFFAIRES INDIENNES

LE DROIT DE VOTE À 18 ANS ET LES
JEUNES INDIENS

M. Frank Howard (Skeena): Une question pour le très jeune ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Maintenant que le gouvernement a approuvé l'idée d'accorder le droit de vote aux jeunes de 18 ans aux élections fédérales, le ministre va-t-il faire en sorte que cette initiative avantageuse s'applique également aux électeurs indiens des réserves, lors des élections des conseils de bandes?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): J'étudie la chose actuellement. J'ai autorisé les Conseils